

Les immigrées et le maternalisme

S.B.

Entretien réalisé par *Abdellatif Chaouite*

Ecarts d'Identité : *Vous avez une connaissance très importante du champ de l'immigration et de son évolution par le fait à la fois d'un certain nombre de responsabilités institutionnelles et politiques que vous avez exercé et que vous continuez à exercer, d'un engagement politique et associatif dans ce domaine et, également, d'une sensibilité du fait que vous êtes vous-même issue de parents migrants. Quel regard portez-vous aujourd'hui sur l'évolution de ce champ et, plus spécifiquement, sur celle de sa composante féminine ?*

S. B. : Ce qui est frappant d'abord c'est que, pendant très longtemps, les femmes immigrées étaient absentes du champ politique. Elles continuent de l'être d'ailleurs et quand elles acquièrent une certaine visibilité c'est à travers des problèmes. On a l'impression que les femmes immigrées et les femmes issues de l'immigration, notamment post-coloniale, n'intéressent les médias et les institutions politiques qu'à partir du moment où elles répondent à des fantasmes orientalistes ou qu'elles sont des victimes, soumises au diktat des islamistes ou à certaines traditions. Cette grille est encore dominante malheureusement. Je me suis inté-

ressée également à ce que la recherche avait produit de ce côté-là, parce que nous avons besoin aussi d'analyses théoriques, sociologiques, historiques de l'immigration au féminin mais on se rend compte qu'il y a très peu de choses qui existent et que pour l'essentiel les travaux ont considéré les femmes immigrées d'un point de vue démographique : comme des mères de familles ou des productrices d'enfants, on s'intéresse à leur taux de fécondité comme signe d'intégration ! aux mariages mixtes... C'est toujours dans une vision traditionnaliste ou familialiste que l'on s'intéresse à ces femmes. Mais la femme immigrée en tant que sujet n'intéresse pas beaucoup.

E. I. : *Comment à votre avis s'articulent les trois différences qui structurent le champ de l'immigration féminine et notamment au niveau des mouvances associatives : la différence du genre, la différence des générations et la différence socio-culturelle globalement ?*

S. B. : L'articulation de ces trois dimensions, je les rencontre personnellement essentiellement à travers de la problématique des discriminations. Ce qui veut dire aussi : à nos dépend, nous les femmes, puisque quelle que

soit l'entrée, intergénérationnelle, égalité hommes/femmes ou la place des enfants issus de l'immigration post-coloniale dans l'espace politique français, cela nous renvoie à des questions de discrimination et d'absence de reconnaissance. Or, comme le disait Abdelmalek Sayad, exister c'est exister politiquement. Nous les femmes immigrées ou issues de l'immigration — et personnellement je n'ai aucun complexe à ce niveau, je me sens héritière de cette histoire là et je la revendique, «il n'y a pas d'arrangement» comme dit la chanson de Zebdoun n'a pas à taire une partie de nous pour en faire émerger une autre. En tout cas, ce n'est pas à un tiers extérieur de choisir quelle est la composante qui doit nous déterminer dans l'espace politique français. Donc, ces histoires de discriminations qui se superposent et qui se rajoutent — de genre, d'inégalité sociale et d'appartenance — auxquelles il faut rajouter une discrimination par stigmatisation culturelle — et je pense à un certain nombre de pratiques qui ont existé au niveau de nos parents, comme les mariages arrangés par exemple, contre lesquelles nous nous sommes battues mais qui ont été récupérés par la société française pour stigmatiser nos parents, alors que leur existence aujourd'hui tient beaucoup plus



au fait que c'est devenu un marché matrimonial plus qu'une simple pratique culturelle. Mais ces pratiques existent aussi dans certains cercles de la bourgeoisie française où l'on se marie avec les gens de son rang, mais on en parle pas. Donc, on est constamment dans cette ambivalence, nous luttons contre certaines choses pour gagner toute notre place dans la société mais nos propres luttes sont à chaque fois récupérées et instrumentalisées contre nos parents et contre leurs communautés d'appartenance.

E. I. : *Comment le milieu associatif des femmes issues de l'immigration fait face à toutes ces problématiques ? Comment il arrive à peser ou non sur ces questions ? Quels sont en somme ses atouts et ses faiblesses ?*

S. B. : Je commencerai par faire le constat d'une carence : je ne connais pas d'association de femmes immigrées ou issues de l'immigration qui intègre toutes les dimensions politiques des luttes des femmes. Souvent les associations qui se sont montées, c'est autour d'un objectif précis, par exemple lutter contre les mariages forcés, lutter contre l'excision, lutter contre les violences

faites aux femmes, mais, à ma connaissance, il n'y a pas d'association ou de mouvement de femmes qui intègre toutes ces composantes, y compris la question des droits politiques et civiques de nos mères. Je trouve que c'est une faiblesse, mais c'est aussi le reflet de la société française. En même temps, quand on considère l'histoire du mouvement féministe en France, on y trouve des parcours de personnages extrêmement forts et intéressants comme celui par exemple d'Hubertine Auclair qui a été la première à dire «Je ne vote pas donc je ne paye pas d'impôt», je trouve ça important. J'ai écrit un jour dans un article que cela ne me choquerait pas du tout que les immigrés étrangers reprennent cette formule. Ça a été considéré comme de la provocation. Je pense qu'un jour cela sera entendu parce que c'est une question juste. Mais à l'intérieur de ce combat, nos mères ont toujours été les éternelles absentes alors que certains s'arrogent le droit de construire des politiques publiques soit disant pour elles, pour leur bien. Ça, c'est profondément insupportable et ça devrait changer. On connaît certaines associations qui sont médiatisées comme par exemple «Ni Putes Ni Soumises», qui a comme atout la jeunesse mais on sent bien que c'est un mouvement qui a besoin d'expérimenter, de se coltiner le politique dans toutes ses dimensions pour se construire une posture politique, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui. Il ne suffit pas de condamner les violences subies par les femmes et nous les condamnons toutes, que ce soit celles des viols collectifs ou des violences conjugales, cela ne fait pas une politique. Il faut analyser

pourquoi on en est là. Et aujourd'hui, ces jeunes femmes n'ont pas encore fait cette analyse. On parle des violences physiques et il faut évidemment que la justice punisse les auteurs mais on ne parle jamais des violences symboliques o comme si celles-ci étaient moins graves. Alors qu'elles sont notre pain quotidien et sont plus pernicieuses. Donc, une des grandes faiblesses du mouvement associatif des femmes comme du mouvement associatif issu de l'immigration de manière générale, c'est le manque d'inscription en termes de perspectives historiques. On a un peu l'impression que chaque association veut réinventer l'eau tiède et on ne prend pas en compte les expériences antérieures. Or, il y a eu en France des expériences importantes comme celle du Mouvement des Travailleurs Arabes, il y a eu des mouvements organisés autour des syndicalistes, il y a le mouvement le MIB en Ile-de-France qui a travaillé sur la double peine, il y a toute l'expérience vécue par les marcheurs et les associations des années 80. On en a rien fait. Les générations d'aujourd'hui sont privées d'histoire et de mémoire des luttes de leurs aînés. Et ça, c'est un manque extrêmement préjudiciable parce que de la même manière qu'on ne peut pas se projeter dans la société française si on méconnaît ses origines, on ne peut pas se projeter dans l'espace politique si on méconnaît les luttes de ceux et celles qui nous ont précédés. Moi, je m'intéresse beaucoup par exemple à la manière dont les travailleurs immigrés de l'époque ont vécu les luttes pour l'indépendance de leurs pays d'origine. Je trouve que c'est préjudiciable de ne pas connaître cette histoire.

Ca, ça devrait être le travail de l'école par exemple. C'est bien de verser une larme sur la contribution des différents mouvements migratoires en France mais la dignité des gens c'est aussi reconnaître qu'ils ont été capables à un moment donné de lutter. Moi qui suis fille de mineur, j'ai cherché désespérément dans tous les travaux et films sur les mineurs, mais il n'y a pas trace de la place des immigrés alors qu'ils étaient majoritaires. Il n'y a pas trace de leurs luttes pour réclamer plus de droit, l'égalité de traitement... Ce manque contribue à ancrer chez les jeunes l'idée que leurs parents ont toujours été soumis et ce n'est pas juste.

E. I. : *Il y a ce manque que vous constatez d'une capitalisation de la mémoire des luttes des mouvements immigrés. Est-ce que, sur un autre volet, il existe des liens avec la mémoire des luttes des mouvements féministes français ?*

S. B. : Je pense qu'aujourd'hui on est à la croisée de ces histoires mais qu'une sorte de malentendu est en train de voir le jour. En tant que militante, je me rends compte que dans le passé on a pris part aux luttes qui concernaient les immigrés en général et les français issus de l'immigration et on n'a pas fait à l'intérieur des associations militantes de différences entre les hommes et les femmes, on n'est jamais rentré dans des logiques de genres. Et on ne s'est pas rendu compte qu'à l'intérieur de ces mouvements, nous-mêmes on subissait des logiques de domination de la part des hommes avec lesquels on militait. On était les premières victimes dès qu'ils en avaient l'occasion. Donc, à chaque fois les priorités

étaient ailleurs. Je pense que c'était une erreur parce qu'on ne peut pas concevoir la citoyenneté ou les droits à géométrie variable ou une espèce de hiérarchisation dans la lutte. Je pense qu'aujourd'hui il faut prendre les problèmes à la racine. Quand on revendique la diversité culturelle ou l'égalité de traitement, il faut que cela s'inscrive sur tous les registres, en termes de genre, de classe sociale, de génération. Le mouvement féministe français a également enrichi ma vision mais je pense qu'il est arrivé d'une certaine façon à ses limites parce qu'on s'est rendu compte qu'il est lui-même capable de reproduire des logiques de domination et d'instrumentalisation voire de «maternalisme» si je puis dire. On n'a pas été suffisamment attentives à ça. C'est probablement la raison pour laquelle de jeunes militantes d'aujourd'hui qui militent pour le droit d'être musulmanes se sont inscrites aussi en opposition à ce qu'on a pu faire nous.

Donc, il y a un décalage générationnel parce que dis-elles nous avons été trop consensuelles : nous aurions milité au côté des femmes françaises mais en oubliant qui nous étions. Pour ma part, je prends cette interpellation d'une manière saine c'est-à-dire en prenant en compte le conflit qu'elle suppose parce que c'est le conflit qui fait avancer les choses. J'accepte donc d'écouter, sauf que, pour certaines en tout cas, elles posent des questions intéressantes mais elles y apportent des réponses qui sont des impasses, parce qu'elles consistent à réduire tous les problèmes des femmes immigrées ou issues de l'immigration à la seule dimension identitaire. C'est

une impasse qu'on risque de payer cher collectivement.

E. I. : *Quelles sont ces questions intéressantes qu'elles posent justement ? Comment vous les décryptez vous ?*

S. B. : Un exemple serait celui justement de l'identité mais pas au sens restrictif qui concernerait uniquement la dimension religieuse. C'est très réducteur. Mais se poser la question de qui je suis, française, européenne, franco-quelque chose ou française issue de quelque chose, qu'est ce qui définit mon identité ? C'est d'abord une femme, d'abord une militante, d'abord d'être issue d'une tradition ouvrière, d'une tradition méditerranéenne ?... C'est tout ça. Je pense qu'à l'heure européenne, c'est important et normal de se poser ces questions. Mais, en même temps, réduire les problématiques de discriminations par exemple à la seule dimension religieuse ou identitaire, c'est d'abord faux parce qu'il suffit d'aller en Angleterre pour le constater : les filles de la bourgeoisie saoudienne ou du Qatar n'ont pas du tout la même posture dans la société que moi fille d'ouvriers et pourtant on partage certaines dimensions identitaires. Donc, la question des classes sociales, c'est une réalité et moi je constate qu'en France, quand on parle de code de statut personnel, les femmes qu'on a pu rencontrer et qui sont victimes du code de la famille algérien ou de la Moudawana marocaine, même si elle a évolué, ce sont des femmes analphabètes qui n'ont jamais travaillé et qui n'ont accès à rien en terme d'information et de droit. Ce sont elles qui sont des victimes. Je me fais moins de soucis

pour les femmes qui sont cadres, médecins quant à leurs avenir que pour les femmes comme ma mère. A l'évidence elles ne vivent pas la même chose et les phénomènes discriminatoires se cumulent pour certaines d'entre elles. Donc, il y a quand même des différences majeures. Et, sur les questions identitaires, ces jeunes filles ont raison de dire que puisque nous sommes françaises, nous avons droit à la laïcité nous aussi. C'est plutôt en ces termes qu'il faut poser la question, c'est-à-dire nous avons droit aussi à la liberté du culte et à la liberté de conscience mais il faut comprendre que ça s'inscrit dans un contexte plus global, politique, extrêmement disqualifiant et dévalorisant à l'endroit des Musulmans. C'est ce qui fait qu'on a droit à des retournements des stigmates et je vois bien les jeunes filles qui militent dans les associations musulmanes qui disent puisque vous ne voyez en moi que la musulmane, je vais me conformer à l'image que vous avez de moi et elles ne parlent plus que de leur islamité. Et quand on prend le temps de discuter avec elles, on voit bien qu'elles sont désemparées, qu'elles sont dans des logiques de survie. Et si elles n'ont pas d'espace pour se confronter à l'autre —y compris l'autre issu du mouvement ouvrier et qui a connu des histoires similaires— comment elles peuvent se construire ? Elles sont dans l'entre-soi, dans des quartiers ghetto, dans des écoles ghetto et ces filles là posent plutôt la question de l'altérité que la question du droit d'être musulmane. Parce que ça, heureusement, on a le droit d'être ce qu'on veut dans ce pays, musulman, bouddhiste ou libre penseur. Donc,

cette question d'identité, elle est importante à condition de ne pas la poser de manière restrictive.

E. I. : *Alors justement est ce que, à votre avis, les instances politiques et institutionnelles arrivent à décoder dans tout ça les vrais enjeux ou est-ce qu'elles en restent à l'aspect symptomatique de la chose ?*

S. B. : A mon avis, les instances politiques et institutionnelles n'ont pas pris la mesure de la chose à cause de leur profonde méconnaissance de la réalité politique qu'ils ont eux-mêmes contribué à construire pourtant. J'en veux pour preuve toutes les formes de discrimination indirecte qui consistent à ne pas prendre en compte les problèmes spécifiques de toute une catégorie de la population. Le code du statut personnel par exemple concerne une catégorie de la population mais personne ne s'y intéresse parce que ce sont des femmes qui n'ont pas le droit de vote. Et je suis convaincue que le jour où elles l'auront, les politiques les considéreront avec un autre _il. Par ailleurs, la non prise de la mesure des choses tient au fait que les personnes concernées sont absentes des débats qu'on tient sur eux. On est tout le temps dans cette espèce de démocratie indirecte au sens où il y a toujours des gens qui s'arrogent le droit de parler à la place des autres. Tant que ce sera comme ça, on n'avancera pas. Quand on voit par exemple un groupe de femmes par exemple guinéennes se constituer en association, il y a tout de suite un raidissement de la part des institutions ou des politiques qui parlent de logique communautariste etc_ Je pense

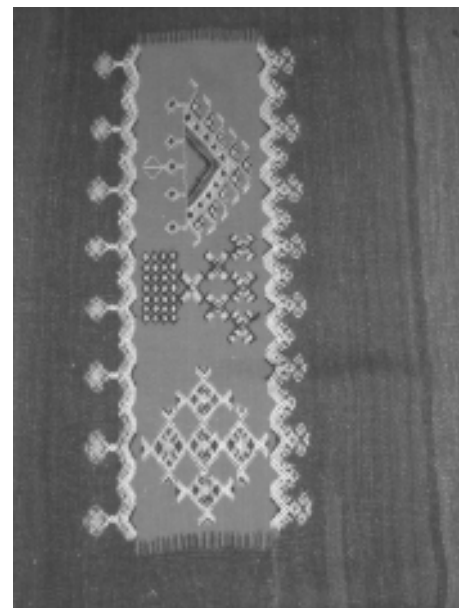
qu'au contraire, c'est parce qu'on va permettre à une association guinéenne d'exister et de travailler à l'articulation entre différents systèmes culturels et de représentations qui va permettre la démocratie, le lien et de lutter contre le communautarisme à l'américaine par exemple ou même en Grande Bretagne où tout est approché par la couleur de la peau. Quand ils disent «We black community», c'est une entrée politique, décidée par les protagonistes parce qu'ils n'ont pas d'autres choix. En France, on n'en est pas là mais si on continue à mépriser les individus comme on le fait, on risque d'aller vers ce genre de dérive à force de dire aux gens qu'ils n'existent pas. Je prends l'exemple de la communauté berbère de France, quand j'entends les gens qui sont censés prendre des décisions politiques dire la communauté berbère n'existe pas en France parce que c'est un groupe, m'a-t-on dit «en voie d'extinction», cela veut dire qu'il y a des groupes qui s'arrogent le droit de définir qui on est premièrement et, secondo, qu'en France, on confond l'identité culturelle et l'identité politique. Une fois, dans une réunion, des femmes noires avaient pris la parole en commençant par «Nous les femmes noires» et quelqu'un dans la salle s'est levé, offusqué en disant «Nous on est anti-racistes donc on reconnaît pas les communautés», et j'ai trouvé ça assez ahurissant parce que si elles rappelaient qu'elles étaient noires c'était pour dire qu'elles vivaient justement le racisme parce que objectivement elles étaient noires. Par contre, dans la salle, la personne soutenait que la communauté noire n'existait pas objectivement. Et ma réaction à moi,

c'était de dire à cette personne d'accompagner ces femmes noires dans leurs démarches au quotidien : pour aller chercher un travail ou se présenter devant une boîte de nuit et elle verrait si la communauté noire existait ou non. Donc, on ne peut pas à la fois refuser de voir les gens tels qu'ils sont et tels qu'ils posent les problèmes politiquement et dire, dans le même temps, qu'on est dans une république. La démocratie et la notion d'égalité n'ont de sens que si deux êtres différents sont égaux. Si je dois perdre de ce que je suis et devenir transparent pour avoir les mêmes droits que les autres, cela s'appelle une dictature. Donc, nous avons quand même quelques soucis à se faire parce que le modèle républicain concret fonctionne sur un paradoxe : il refuse de reconnaître l'appartenance à des identités multiples au nom du droit des individus et, en même temps, la loi de 1981 qui permet aux étrangers et aux immigrés de se constituer en associations, révèle une expression et des revendications cantonnées à l'espace associatif. Il y a là une sorte de logique schizophrénique : vous êtes là mais je fais semblant de ne pas vous voir ! Il y a comme ça des pertes préjudiciables qui se font. Certaines femmes immigrées de la première génération ont mené des luttes, par exemple quand les femmes de saint Etienne me disent qu'elles avaient fait un sit-in devant la prison de la *Taloudière* pour demander la libération des Algériens qui avaient été mis en prison au début des années soixante, c'est un acte politique ! Simple-ment il n'y en a aucune visibilité, aucune trace. Faire également le lien avec cette histoire là, ce serait

une manière de sortir des logiques essentialistes qui imputent à une certaine représentation de la culture tous les problèmes : «c'est comme ça, c'est dans leur culture, c'est le Mektoub», sous prétexte que cela se dit dans les quartiers. Encore une fois, il faut sortir de ces ambiguïtés...

E. I. : *Justement, sur ce registre là, celui de l'articulation entre une identité d'appartenance à une société française et une identité de référence à des dimensions culturelles ou religieuses, ce qui pourrait d'une certaine façon définir l'interculturalité, est-ce qu'on peut parler à votre avis de la construction d'une ébauche ou d'une stratégie d'un interculturel au féminin ?*

S. B. : Cet interculturel au féminin existe depuis longtemps mais n'a pas de visibilité. Depuis longtemps la femme immigrée ou issue de l'immigration est dans des logiques de négociation et d'articulation, plus encore que l'homme peut-être. Parce que l'homme, notamment de la première génération, a eu des espaces extérieurs pour circuler et s'exprimer mais la femme de la génération de ma mère, son espace était souvent circonscrit à la maison. Les filles par contre de ma génération, on était à la fois dans le dedans et dans le dehors : à l'école, il fallait montrer une certaine image même si on n'était pas dans les mêmes conditions que les autres, mais à la maison, on n'était pas non plus considérées de la même manière que les garçons. Donc, nous avons toujours été dans ces interstices ou ces intermèdes, dans ces espaces de négociation qui font le lien entre le dedans et le dehors, entre



la société française et la famille_ Nous avons toujours, militantes ou non, travaillé sur l'articulation plutôt que sur la mise en concurrence des systèmes. Et je me rends compte aujourd'hui que c'est cela justement qui dérange les féministes françaises qui souhaiteraient plutôt nous voir tenir des discours qui rejettent notre culture, les traditions de nos parents, notre mémoire et notre histoire. Mais nous, on n'est pas là-dedans, on est constamment dans le compromis. J'ai souvenir du témoignage d'une jeune collégienne qui disait qu'à la maison, elle mettait les «robes du bled» et qu'à l'extérieur elle fréquentait les jeunes communistes à l'insu de ses parents. Et avec ça, on continue à nous servir les discours sur la soumission des filles maghrébines qu'il faudrait guider ou aider à s'émanciper de leurs familles, de la violence des quartiers... C'est un non sens ! Comme Monsieur Jourdain, nous avons pratiqué l'interculturel à notre insu en fait. Par contre la

société française ne nous renvoie pas cette interculturalité mais une assignation à résidence identitaire ! C'est cela même qui risque d'alimenter les dérives communautaristes si on n'y fait pas attention, à l'instar de ce qui se passe au Canada où certains défendent actuellement les projets des Islamic Instituts qui, demain peut-être, instaureront des tribunaux islamiques qui légifèreraient sur les affaires familiales des supposés musulmans. C'est comme ça qu'au nom du relativisme culturel, on risque de programmer des catégories de populations dans des inégalités et des injustices. Moi, j'appelle ça un positionnement raciste même si cela fait grincer des dents certains. Il faut être extrêmement attentif à ces débats parce, tôt ou tard, ils vont se poser sur le continent européen.

E. I. : *C'est sans doute cette distinction qu'il faut rappeler entre les modèles multiculturels nord-américains, relativistes, et ce que peut être le modèle interculturel, c'est-à-dire un modèle de citoyenneté ouverte sur la reconnaissance. Est-ce que ce modèle, dit interculturel, a un avenir en France, à votre avis ?*

S. B. : Je pense que oui parce qu'on n'a pas le choix. La France fait désormais partie de l'entité Europe et un certain nombre d'avancées se feront grâce à l'Europe. Notamment sur ces questions-là. C'est une question de temps. Par contre, je pense que cela ne se fera pas simplement par décret ni par le fait que certains parlent à la place des autres. On ne peut pas décréter à la place d'un groupe ce qui est bon ou non culturellement pour lui. Cela

s'est fait comme ça d'une certaine façon pour nos parents, mais leurs souffrances rejaillissent sur nous alors que nous sommes moins solides qu'eux sur ces terrains. On le voit bien, on ne peut pas traverser avec la même «sérénité» et la même force le temps. Nous sommes plus fragilisés et nous nous posons des questions qu'eux ne se posaient pas. Et c'est légitime, parce que nous ne sommes pas dans des logiques d'allégeance dichotomiques mais dans des recompositions de notre présent et de nos héritages. Nous avons besoin pour cela de nous appuyer sur un certain nombre de valeurs positives que nos pères nous ont transmises tout en sortant des clichés dans lesquels nos parents et leurs cultures ont été enfermés. Il n'y a que nous qui puissions dire et faire cette articulation et cette interculturalité parce que nous la vivons de l'intérieur. Notre expérience est complémentaire à d'autres -celle d'un Bourguignon ou d'un Auvergnat ou d'autres encore- mais elle n'est pas interchangeable. Il faut arrêter avec le déni pour qu'une vraie interculturalité puisse se construire.

E. I. : *Vous avez fait référence aux valeurs transmises par les pères, qu'en est-il de celles transmises par les mères ?*

S. B. : Peut-être ai-je parlé de cette manière parce que les pères nous quittent aujourd'hui malheureusement plus souvent que les mères qui sont encore vivantes. Je pense que ma génération est en train de se rendre compte que celle des parents est en train de partir et qu'on avait peut-être oublié de leur dire combien nous

avons besoin d'eux. Sur le plan personnel, ma mère me donne beaucoup d'espoir. Elle fait partie d'une génération complexe qui incarne la continuité de certaines traditions mais, en même temps, ce sont des femmes capables de dire combien elles en étaient elles-mêmes les premières victimes. Je trouve ça extraordinaire. Si on sait les écouter, on peut se passer de beaucoup de théories. Leurs trajectoires nous font comprendre comment elles ont été capables de faire face à des situations extrêmement difficiles avec une énergie que nous ne sommes peut-être pas capables, nous, de mobiliser. Les jeunes ont plein de raisons de se plaindre de leurs conditions et de leurs situations et ils ont raison de le faire. Mais à chaque fois que j'ai l'occasion, je leur dis «écoutez les anciennes, elles ont plein de choses à nous apprendre». C'est extrêmement précieux. C'est cela qui va nous permettre de relativiser mais aussi de comprendre pourquoi on en est là aujourd'hui. Pourquoi ce regard que l'on pose sur nous aujourd'hui alors qu'à l'époque, elles avaient conscience que leur pays était colonisé, y compris quand elles vivaient ici en France, mais elles ont su trouver l'énergie pour se battre, parce qu'elles partageaient l'espérance que ce serait meilleur plus tard, mais qu'il fallait se battre et ne pas désespérer. En tout cas, personnellement c'est quelque chose que je fais avec ma propre mère. Quand il y a des choses dans les médias nous concernant, je lui demande ce qu'elle en pense. Il faut non seulement parler des femmes mais parler avec ces femmes qui sont les témoins de tout un pan de cette histoire. Parce

que quand elles ne seront plus là ce sera trop tard.

E. I. : *Une dernière chose à rajouter ?*

S. B. : Dire deux mots d'une initiative qui mérite d'être mentionnée dans ce contexte. Nous sommes en train de réfléchir avec un groupe de filles qui s'appelle les «Bledardes» à un travail qui se concrétisera par des rencontres et qui s'appellera sans doute «Les assises de l'anti-colonialisme». On va essayer de faire un parallèle avec d'autres pays ex-colonisés, d'Afrique noire par exemple, et de travailler ensemble dans le sens de dépasser justement les clivages entre les blancs, les noirs, les musulmans, les non musulmans. Cela inscrira notre action dans un contexte politique plus large. Cela nous sortira aussi des ghettos militants restreints où l'on se retrouve souvent entre nous, filles militantes issues de l'immigration parce que les féministes «gauloises» ne se sentent pas toujours concernées par le droit de vote des femmes de la génération de ma mère et tout ça. Or, moi je trouve que c'est par cette entrée là qu'il faut prendre les choses plus que par des entrées culturalistes ou traditionnalistes. L'enjeu aujourd'hui est de faire la synthèse de toutes ces luttes sinon on risque la balkanisation sans issue.

E. I. : *Vous souscrivez pour dire finalement que l'interculturel passe par une décolonisation des imaginaires et des rapports entre les uns et les autres ?*

S. B. : C'est indispensable. Je pense qu'on a mis beaucoup de

temps à le comprendre mais c'est indispensable. Il y a un besoin de travailler sur les regards et les images construites de nous. Et apprendre à ne pas réfléchir à partir de ces images mais d'exister par nous-mêmes. C'est un vrai défi. Il faut se débarrasser des assignations et des stigmatisations qui ont formaté des générations entières quand elles essayent de construire quelque chose ensemble et se heurtent à des discours dénonciateurs de leurs velléités de communautarisme ou de je ne sais quoi d'autre. Il faut effectivement décoloniser et décomplexer les esprits pour apprendre à dire «Moi je suis et française et berbère» ou «Je suis et française et sénégalaise» et je n'ai pas à m'en justifier. ■